

Paris, le 7 mars 2018

Défaillantes ou « zombies », les entreprises en difficulté représentent près de 6% du total en France

- **De moins en moins de défaillances : -8,3% à fin janvier 2018 sur un an et une prévision de -3,6% en 2018**
- **Les plus petites entreprises vont bien, les autres encore mieux**
- **Le taux de défaillance¹ est désormais inférieur à celui d'avant-crise**
- **Toutefois, le tableau est loin d'être idyllique car le nombre d'entreprises « zombies », toujours en vie mais non solvables et non rentables, reste élevé**

Moins de défaillances mais le mouvement devrait s'essouffler en 2018

Ce début d'année marque une nette amélioration des principaux indicateurs de défaillances d'entreprises. La baisse du nombre de défaillances atteint -8,3% sur un an en janvier 2018, pour arriver à 53 414 cas, soit le plus faible niveau depuis octobre 2008. Leur coût pour l'économie connaît une chute à deux chiffres : -15,2% pour la dette fournisseurs (3,2 milliards d'euros) grâce au dynamisme des plus grandes entreprises et -15,4% pour le nombre d'emplois concernés (156 673).

Le raffermissement de la croissance (2% en 2017) a bénéficié à tous les types d'entreprises, toutes les régions et la majorité des secteurs d'activité.

- Si les défaillances des TPE réalisant moins de 250 000€ de chiffre d'affaires enregistrent une baisse inférieure à la moyenne nationale (-5,2% vs -8,3%), les entreprises avec un chiffre d'affaires supérieur à 1M d'euros accusent une baisse de -24,2%, en raison notamment de la reprise du commerce mondial ;
- Après quatre années consécutives de hausse, l'Ile-de-France (qui concentre plus de 20% des défaillances) profite enfin de l'embellie générale ;
- La construction (-13% en un an) contribue pour moitié à la baisse des défaillances dans un contexte de taux d'intérêt très bas et de confiance des ménages au plus haut depuis la crise. C'est aussi le cas des secteurs tirés par une consommation des ménages dynamique, comme l'habillement (-13%), les services aux particuliers (-6,4%, baisse portée par la restauration) et l'automobile (-5,4%). Dans le secteur agroalimentaire la situation est plus contrastée (-0,9% seulement) du fait des mauvaises récoltes de céréales en 2016, ayant entraîné une vague de défaillances parmi les céréaliers, boulangers et pâtisseries.

¹ Rapport entre le nombre d'entreprises en situation de défaillance au cours de l'année et le stock total d'entreprises

« Pour 2018, Coface table sur une poursuite moins marquée du recul des défaillances : -3,6% après -7,3% sur l'ensemble de l'année 2017. Ce rythme moins soutenu s'explique en partie par le probable ralentissement de l'activité française dès le second semestre, en raison des contraintes d'offre en termes d'équipements et de recrutement, ainsi que des premiers signes d'essoufflement déjà visibles du côté de la construction », commente Bruno de Moura Fernandes, économiste à Coface.

Les entreprises « zombies », un symptôme des déséquilibres persistants de l'économie

Si le nombre de défaillances reste supérieur à celui d'avant-crise, le taux de défaillance est plus faible : 1,14% en 2016 contre 1,35% en 2007, en raison d'un stock d'entreprises plus important. Il est comparable à celui enregistré en Allemagne (1,2%) alors qu'en Italie et en Espagne les procédures très longues et coûteuses poussant les entreprises à recourir à d'autres alternatives (liquidation volontaire, financement par hypothèque) entraînent une sous-évaluation du taux de défaillance à 0,3% et 0,1% respectivement.

Mais la situation des entreprises françaises est plus contrastée que ne le laisse supposer la baisse du nombre de défaillances. Si on ajoute au taux de défaillance celui d'entreprises « zombies » (4,6% du nombre total, d'après les estimations de Coface), peu rentables et insolubles, la part des entreprises en difficulté atteint 5,7% du total (à fin 2016). Depuis la sortie de la crise, le taux d'entreprises « zombies », maintenues artificiellement en vie par des financements à bas coûts dans un contexte de politique monétaire expansionniste, ne diminue pas en France, alors que l'Espagne, très affectée par la crise, a entamé une baisse dès 2013.

« Depuis la sortie de la crise, il y a moins de défaillances en France mais autant d'entreprises « zombies », ce qui est cohérent avec la croissance relativement faible enregistrée jusqu'en 2016. Cette multiplication des « zombies » qui risquent de faire faillite à tout moment est préjudiciable pour l'économie car cela entrave le processus de destruction créatrice et tire à la baisse la productivité d'un pays », conclut Bruno de Moura Fernandes.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2017, Coface comptait ~4,100 collaborateurs dans 100 pays et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

